

Défendre une formation de qualité : vital pour l'EPS !



Syndicat national de l'éducation physique
de l'enseignement public - FSU
www.snepfusu.net - educ@snepfusu.net

Parce que nous voulons changer l'école, pour qu'elle prépare mieux l'ensemble des jeunes aux défis d'une société meilleure, plus juste, plus égalitaire, le SNEP a toujours porté l'idée d'un développement de la formation au métier d'enseignant. La transformation de l'école passe inévitablement par des enseignants capables de faire entrer tous les élèves en culture, donc de n'en laisser aucun au bord du chemin de la connaissance.

Parce que nous pensons que la réforme Sarkozy met en danger l'avenir de la discipline EPS, nous nous adressons solennellement à vous qui œuvrez à un titre ou à un autre pour former des enseignants d'EPS de qualité.

La formation des enseignants d'EPS doit être améliorée, même si elle a montré jusqu'à présent une efficacité certaine, relative mais certaine et reconnue assez largement. Son contenu historique, basé sur une formation professionnelle qui s'est « universitarisée », s'est progressivement alignée sur les autres disciplines, perdant au fil du temps certaines de ses caractéristiques (connaissance approfondie des APSA en particulier, pratiques de stages en établissement avec un volume important...) avant la licence. Les épreuves de concours, bien qu'étant plus professionnalisantes que d'autres concours, ne suffisent pas. Ce n'est qu'en PLC2, confronté au terrain sur une longue durée que le futur enseignant réussit à se construire des outils lui permettant à la fois de mobiliser ses connaissances universitaires et se construire des outils d'analyse pour faire évoluer sa pratique. Dans cette optique, nous avons toujours soutenu la nécessité d'un mémoire professionnel et une meilleure relation à la recherche.

Le SNEP était donc favorable à l'idée d'une « mastérisation » de la formation, c'est-à-dire la reconnaissance par un diplôme universitaire du niveau de formation (5ans), suivi d'une entrée progressive dans le métier, une liaison formation initiale-formation continue, condition pour se former tout au long de la vie.

Le bilan d'étape que nous faisons aujourd'hui montre que la réforme imposée met à mal nos acquis sans permettre par ailleurs une élévation du niveau de qualification !

En effet, la « mastérisation » que l'on nous propose est loin, très loin des avancées identifiées dans les recherches sur la formation et le travail enseignant. La volonté de faire des économies (ridicules aujourd'hui si l'on considère l'intervention de l'État dans le système bancaire par exemple), la mise en concurrence des universités associée à une fausse autonomie, la précipitation, empêchent de penser les dispositifs en terme d'enjeux et les limitent à des problèmes techniques. Les maquettes proposées présentent dans la plupart des cas une régression importante de la partie « professionnalisation » de la formation. Le couplage master-concours entraîne de fait une centration sur le concours sur deux années et réduit à portion congrue ce qui se faisait dans l'actuelle PLC2. Sachant que l'entrée dans le métier sera très brutale, d'autant que les jeunes se retrouvent quasi systématiquement en zone difficile, cette réforme s'avèrera catastrophique pour les élèves et donc à terme pour la crédibilité de la discipline.

En effet, dans un contexte de recrutements par concours très insuffisants, augmentant à terme le nombre d'enseignants contractuels, nous allons pour l'EPS vers une « double peine » : une profession à la fois précarisée et moins professionnalisée. Ce pourrait lui être fatal.

Du côté des étudiants, les STAPS sont actuellement une voie qui accueille un pourcentage de jeunes issus de milieux modestes plus important que les autres filières. Les maigres aides envisagées par le gouvernement ne compenseront pas la suppression de l'année salariée de PLC2 ; ceux qui ne peuvent se permettre des études devenues trop longues risquent d'être dissuadés.

Cette réforme sera-t-elle celle qui dégonflera définitivement la filière STAPS, projet un temps affirmé par le ministère de l'enseignement supérieur, et relayé localement par quelques responsables en STAPS ? La combinaison de la baisse des recrutements et du flou quant à l'avenir de la formation ne peut que continuer à faire chuter drastiquement le nombre d'étudiants.

L'ensemble de l'université se mobilise aujourd'hui contre le contenu de cette réforme, contre le calendrier imposé et contre l'objectif principal qui est de récupérer 12 000 postes dès l'année prochaine en supprimant l'année d'entrée dans le métier à mi-temps.

Le SNEP a demandé le report d'un an des nouveaux concours pour permettre à l'université de faire des propositions crédibles et maîtriser l'ensemble des paramètres.

Nous avons mis en débat des propositions pour la construction de masters, nous avons œuvré pour garder des concours exigeants, nous nous sommes battus pour l'augmentation du nombre de postes aux concours. Nous souhaitons avancer sur l'idée d'une autre réforme qui viserait explicitement l'amélioration de la qualité de la formation.

Dès les premières annonces de la réforme du gouvernement, et compte tenu du contexte de la LRU et de l'intégration mal résolue des IUFM, nous avons évoqué les risques de concurrences qui pouvaient être destructeurs. Le bilan actuel renforce nos inquiétudes. Les IUFM, sur des bases purement idéologiques, sont appelés, sur injonction du Président de la République, à disparaître. La position du SNEP est aujourd'hui claire : les IUFM doivent évoluer et se transformer en une structure académique pilotant et coordonnant la formation des enseignants, en lien structurel avec les autres composantes des universités. Collaboration et mutualisation en lieu et place de la concurrence imposée et théorisée par le gouvernement. Chacun doit trouver sa place dans le dispositif et faire valoir ses compétences.

Nous ne gagnerons pas tous seuls. Un véritable mouvement doit se créer afin que la discipline ne perde pas à terme ce qui a fait sa force, et qu'elle reste portée par des enseignants qualifiés.

Ensemble, exigeons :

- Une révision totale de la réforme, pour une véritable formation universitaire professionnelle en relation avec la recherche.
- Une année à mi-temps pour entrer dans le métier (fonctionnaire stagiaire)
- Des aides sociales et pré-recrutements pour les étudiants (élèves-professeurs)
- Des collaborations entre STAPS et IUFM et notamment une mise en synergie des compétences liées aux préparations des concours, au suivi des stages et à l'analyse des pratiques professionnelles.



Nos propositions
alternatives

Cliquer ici

http://ftp2.snepfu.net/snepfu/beda/capeps/prop_alternatives_concours.pdf

Dossier complet

www.snepfu.net

rubrique secteur éducatif ↪

secteurs particuliers ↪

enseignement supérieur ↪ IUFM